

Francophonie et maintien de la paix : vingt ans d'engagement sur le terrain par Bertrand Ollivier – Octobre 2024

En 2004, le Secrétaire général de l'ONU, Koffi Annan, demande au Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Abdou Diouf, une action de la Francophonie en faveur du renforcement des contingents des Opérations de Maintien de la Paix (OMP) dans l'espace francophone. Cette requête s'inscrivait alors dans le contexte du déploiement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). À l'occasion du Sommet de la Francophonie à Québec en 2008, les États ont inscrit pour la première fois dans la déclaration finale l'objectif de « *renforcer les capacités des États francophones en matière de maintien de la paix, et les encourager à fournir à l'ONU et aux organisations régionales compétentes, dans la mesure de leurs moyens, des contingents francophones afin d'accompagner les transitions et de consolider la paix* ». De cet objectif vont naître plusieurs initiatives pour renforcer cette participation francophone, à l'image de la méthode d'apprentissage du français pour les militaires non-francophones « [En Avant !](#) » et un cycle de séminaires autour du thème « [Les pays francophones et le maintien de la paix : défis politiques et opérationnels](#) ». Les conclusions de ce séminaire permettent de préparer le terrain pour les ouvertures consécutives de deux grosses missions de l'ONU en espace francophone, la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) en juillet 2013 puis de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA) en septembre 2014. Ces deux missions sont venues s'ajouter à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) pour constituer ce qui deviendra - de façon fortuite - un espace d'étude du « fait francophone » dans les OMP, dont la naissance de l'Observatoire Boutros-Ghali du Maintien de la Paix en 2017 constitue une émanation.

Les objectifs atteints par la Francophonie en matière de renforcement du maintien de la paix ont été le fruit d'une forte volonté politique de l'organisation, largement portée par ses principaux bailleurs, Canada et France en tête. Un paradoxe au regard du désengagement en matière de troupes de ces deux pays dans le maintien de la paix après les échecs du Rwanda et de la Yougoslavie, mais qui n'affaiblira pas la portée du plaidoyer mené par l'organisation auprès des États africains pour faciliter l'appropriation des outils et standards onusiens afin de renforcer la présence de leurs troupes au sein des OMP. Aujourd'hui (selon les [dernières statistiques](#) publiées par l'ONU en août 2024), parmi les plus importants pays contributeurs de troupes on trouve plusieurs pays francophones dont le Rwanda à la troisième place.

Néanmoins, pour ne prendre que le cas de la MINUSMA, l'importante présence des personnels francophones dès son ouverture du fait du déploiement initial des contingents africains de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA), s'il constitue un élément pour la réussite de la mission, ne peut pas à lui seul garantir son succès. Sur le plan stratégique, les considérations linguistiques n'ont eu qu'un impact limité sur les capacités de la mission à remplir son mandat. La maîtrise du français dans toutes les composantes de la mission n'a, par exemple, pas permis d'éviter les campagnes de désinformation et de discrédit sur le rôle des Nations unies au Mali. Au contraire, la langue française étant intrinsèquement associée à la France, et donc à la progression d'un certain sentiment anti-français qui sévissait au Mali (à tort ou à raison), la mission aura été une victime collatérale du ressentiment en vogue contre la France à partir de 2018.

Sur le plan tactique, les gains sont plus quantifiables mais pas automatiques. En effet, le partage d'une langue entre les contingents et la population n'est utile que si les contingents sortent de leurs véhicules et se mêlent à la population. Dans la région de Kidal par exemple, la présence des contingents tchadiens a été un facteur déterminant pour assurer la présence continue des Nations unies pendant dix ans dans une zone complexe, au cœur des dynamiques indépendantistes et de l'épicentre initial de la menace terroriste. Dans les postes avancés autour de Kidal comme dans les bases de Aguelhok et Tessalit, la proximité des Casques bleus avec les populations était innée, comme une évidence entre des populations qui partageaient le même environnement mais également une culture, empreinte de tradition nomade. Dans ce contexte spécifique, le partage d'une langue – parfois davantage l'arabe que le français – a été un facteur démultiplicateur des efforts fournis par les contingents. Cela a permis de multiplier les contacts, dynamiser les opérations civilo-militaires et, *in fine*, obtenir un meilleur renseignement sur les dynamiques régionales. Les troupes tchadiennes du maintien de la paix ont même été un exemple pour les autres contingents de la région, non francophones, qui à leur contact se montraient plus en confiance avec les populations. À l'inverse, d'autres contingents, francophones, peu habitués à ces environnements, ont eu des difficultés à s'intégrer.

Comme un retour vers le futur, c'est en Haïti que refait surface, 20 ans plus tard, un débat sur l'opportunité de déploiement d'une OMP qui viendrait se substituer à la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité (MMAS) déployée depuis le mois de juillet. Mais en deux décennies, l'OIF a su largement étoffer son offre d'appui et muscler son soutien aux missions déployées dans l'espace francophone. Haïti en 2024 constitue le nouveau modèle d'appui que l'OIF propose : un soutien qui dépasse le champ des traditionnelles opérations de maintien de la paix pour s'élargir à d'autres types d'opération, des [cours de langue](#) qui incluent, en plus du français, des notions de créole et des enseignements qui couvrent désormais les besoins en matière d'interculturalité. Un modèle validé par les chefs d'État francophones à l'occasion du XIXe Sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Villers Cotterêts en octobre 2024 et dont la résolution sur les situations de crise soutient les « *actions de formation au créole haïtien, au français et à l'interculturalité menées par l'OIF en faveur d'États contributeurs de la MMAS* ». Un long cheminement qui témoigne de l'engagement résolu de la Francophonie à contribuer au défi de la paix.

[Bertrand Ollivier](#) est chercheur associé à l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix.